

Alexandre Dumas. *L'Église et la politique québécoise, de Taschereau à Duplessis*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2019, 337 p.

Jonathan Livernois

Volume 21, numéro 1, automne 2020

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1076992ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1076992ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre de recherche en civilisation canadienne-française

ISSN

1492-8647 (imprimé)

1927-9299 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Livernois, J. (2020). Compte rendu de [Alexandre Dumas. *L'Église et la politique québécoise, de Taschereau à Duplessis*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2019, 337 p.] *Mens*, 21(1), 126–128. <https://doi.org/10.7202/1076992ar>

Alexandre Dumas. *L'Église et la politique québécoise, de Taschereau à Duplessis*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2019, 337 p.

On tape sur le clou depuis plusieurs années : au Canada français, l'Église catholique n'a pas été un bloc monolithique. Elle n'a pas été qu'un foyer d'obscurantisme. Pour certains, comme Jean-Philippe Warren et Éric-Martin Meunier, c'est même à partir d'elle que s'est développée la modernité québécoise. Toute une génération de sociologues et d'historiens et historiennes, nés à la fin des années 1960 et au début des années 1970, s'est employée, en quelque sorte, à défaire ce qu'elle croyait être le mythe de la Grande Noirceur. Et il y a, aujourd'hui, une relève.

Alexandre Dumas, dans cet ouvrage tiré de sa thèse de doctorat défendue à l'Université McGill, cherche à briser l'image qui veut que l'Église catholique ait été un frein au développement du Québec. La province, sous Duplessis, n'a pas été le royaume ultramontain que plusieurs (dont des historiens) ont voulu y voir. Le but de l'historien est clair : « Nous ne chercherons pas à présenter l'Église catholique comme une institution charitable purement désintéressée et ouverte au changement. [...] Nous n'avons pas non plus l'intention de redorer l'image du "Cheuf". Notre objectif est plutôt de réévaluer l'influence de l'Église dans la société québécoise d'avant 1960 et surtout la manière dont cette influence a été utilisée. » (p. 9) Les relations entre l'État et le clergé ont été complexes, inégales, changeantes. À la suite de la lecture de cet ouvrage, on peut certainement prétendre avoir un portrait plus riche de ce que furent ces relations entre 1930 et 1959.

Alexandre Dumas renverse de nombreuses idées reçues. Ainsi, dès les premières pages de l'ouvrage, il affirme vouloir s'attaquer à ce qu'il considère comme la « construction historique » de la « vision de la Révolution tranquille comme rupture sur le plan religieux » (p. 9). Duplessis ne ranime pas l'époque joyeuse de M^{sr} Lafèche, bien au contraire : c'est, à l'en croire, à partir du gouvernement de

l'Union nationale que l'on voit la sortie (partielle) du religieux de la sphère civile. Idée forte, trop, peut-être? Elle a au moins le mérite de chambouler notre perception de l'époque, et la démonstration d'Alexandre Dumas est, de ce point de vue, convaincante.

L'auteur, se targuant d'avoir eu accès à des archives inédites (essentiellement constituées de la correspondance entre les hommes politiques et le clergé, de haut en bas), y voit un angle pour décocher quelques flèches à ceux et celles qui l'ont précédé : en une page, il écorche Jacques Rouillard, Léon Dion et Gérard Boismenu à propos de leurs interprétations des rapports entre Duplessis et l'Église (voir p. 110). Un peu plus loin, ce sont Robert Rumilly (ça va), Yvan Lamonde, Michael Behiels et Andrée Lévesque. J'avoue avoir été un peu perplexe face à cette volonté de toujours prendre le contrepied des travaux des historiens de générations précédentes, ce qui n'est pas propre, d'ailleurs, à l'étude d'Alexandre Dumas. On aime bien les cassures entre générations d'historiens, ici comme ailleurs, sans doute. Mais il faut être circonspect. Un exemple, sous forme de question : est-ce bien le cardinal Villeneuve qui a poussé Duplessis à faire voter la loi du cadenas, comme Lamonde et plusieurs autres (dont moi-même) l'ont répété? L'auteur semble réfuter cette idée et croire plutôt la parole du jésuite Joseph-Papin Archambault à ce sujet (p. 121). Mais pourquoi, ici, cette voix serait davantage lourde de vérité, plus en tout cas que celles d'autres témoins de l'époque, comme Oscar Drouin qui dénoncera l'immixtion du religieux dans la politique dans ce cas très précis? L'habitude de déboulonner rend-elle borgne?

La connaissance intime que peut révéler la correspondance entre deux interlocuteurs est riche, précieuse, mais ne représente pas l'ensemble de ces relations. On peut bien lire la correspondance entre Duplessis et les évêques, mais il ne faut jamais oublier que le premier ministre appréciait tout particulièrement le téléphone qui, au contraire de l'écrit, ne laisse pas de traces. Je suis pas mal certain que plusieurs partageaient son avis. Et les mots écrits peuvent mentir, aussi. Ce qui veut dire que « contrevérifier la correspondance » est certes d'une

grande « importance pour l'historien » (p. 145), mais ne constitue pas le seul ancrage interprétatif possible.

Si Alexandre Dumas dit ne pas vouloir redorer le blason de l'Église ou du duplessisme, il faut croire qu'il dépasse ses propres intentions, çà et là. Phénomène assez typique : quand on commence à nettoyer ce que l'on croit être les écuries d'Augias (je parle d'historiographie), on ne sait pas toujours comment et où s'arrêter. Et cela donne de curieuses idées : « [L]'arrivée de Maurice Duplessis ne constitue ni un recul ni un frein à la modernisation de l'État québécois », écrit-il (p. 13). L'Église semble presque se faire tirer la manche pour prendre politiquement position (ou bien pour le Parti libéral, ou bien pour l'Action libérale nationale, ou bien pour l'Union nationale, comme le montre bien Dumas) : « [L]'Église était si présente dans la vie des Canadiens français et ceux-ci étaient si fiers d'y appartenir qu'ils auraient souhaité que leur curé et leur évêque partagent chacune de leurs positions et les aident à les défendre. Prêtres et évêques ne pouvaient évidemment pas appuyer tout le monde et se sont parfois trouvés sans le vouloir à favoriser l'une ou l'autre des parties. » (p. 243) Étrange désengagement du clergé, me semble-t-il. Duplessis n'a rien retardé au Québec, et l'Église ne semble pas avoir été, en politique, très volontaire puisque les prêtres « se sont parfois trouvés *sans le vouloir* à favoriser l'une ou l'autre des parties » [je souligne]. Ce que je retire de cela me laisse pantois. L'interprétation d'Alexandre Dumas témoigne néanmoins d'une volonté sincère de remettre sur ses pieds l'historiographie de la Révolution tranquille, de la modernisation culturelle, politique et sociale du Québec. Mais cette historiographie marchait-elle vraiment sur les mains?

En somme, l'ouvrage d'Alexandre Dumas est riche et (mais?) téméraire. Ça ne lui enlève pas sa pertinence, tant s'en faut.

— Jonathan Livernois
Université Laval